

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2017

Volume XVIII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

LA GUERRE D'INFORMATION RUSSE CONTRE L'OCCIDENT

LE CAS DE L'UKRAINE

PAR

ANDRZEJ SZEPTYCKI (*)

Au seuil du XXI^e siècle, l'information est devenue l'un des instruments-clefs de la politique, aussi bien dans sa dimension intérieure qu'extérieure. Il faut se référer ici aux travaux d'Alvin Toffler (*Le Choc du futur* (1), *La Troisième vague* (2)), qui a été l'un des premiers à réaliser l'importance de l'information dans la société post-industrielle, ou à ceux de Johan Galtung, politologue norvégien et fondateur de l'irénologie, qui considérait que, dans l'avenir, les moyens de communication deviendraient l'outil essentiel de l'impérialisme (3). Au fil du temps ont été menées des recherches plus approfondies. Ainsi, Anthony Pratkanis et Elliot Aronson ont analysé, dans *L'Age de la propagande*, les tactiques utilisées par les militants politiques, les annonceurs, les télévangélistes, *etc.*, qui profitent des émotions, des peurs et espoirs des autres (4), alors que Vladimir Volkoff – écrivain plutôt que chercheur au sens propre du terme – a publié *La Désinformation : arme de guerre*, dans lequel il a décrit le rôle de la désinformation depuis les travaux théoriques du stratège chinois Sun Tzu jusqu'à la politique de l'Union soviétique (5).

En effet l'URSS a fait de la propagande un instrument majeur de sa politique. Cette dernière a porté des fruits notamment dans les pays d'Europe occidentale : l'idéologie communiste était attirante pour une partie des élites européennes. De plus, l'URSS bénéficiait de l'image de superpuissance victorieuse du nazisme. Moscou profitait de ces avantages non seulement au niveau politique (position du Parti communiste français ou PCF jusque dans les années 1980), mais également social et culturel. Autour du PCF, ses médias (*l'Humanité*), ses écoles, c'est toute une

(*) Professeur associé à l'Institut des relations internationales de l'Université de Varsovie (Pologne) et membre du Conseil du Forum de partenariat polono-ukrainien.

(1) Alvin TOFFLER, *Future Shock*, Random House, New York, 1970.

(2) Alvin TOFFLER, *The Third Wave*, RH Value Publishing, New York, 1987.

(3) Johan GALTUNG, « A structural theory of imperialism », *Journal of Peace Research*, vol. VIII, n°2, 1971, p. 94.

(4) Anthony R. PRATKANIS / Elliot ARONSON, *Age of Propaganda: the Everyday Use and Abuse of Persuasion*, Henry Holt and Company, New York, 2002.

(5) Vladimir VOLKOFF, *La Désinformation : arme de guerre*, L'Age d'homme, Paris 2004.

« contre-société » qui s'est développée en France (6). L'URSS savait jouer de son influence aux moments-clefs de la Guerre froide, comme pendant la crise des euro-missiles, lorsque les milieux pacifistes, soutenus par l'Union soviétique, menaçaient de bloquer la dislocation des missiles nucléaires américains en Europe occidentale, sous les slogans tels que « *Better red than dead* » (7).

La Russie de Vladimir Poutine continue cette politique. La « Doctrine de la sécurité de la Fédération de la Russie dans le domaine d'information » stipule que la politique de l'Etat doit être soutenue par les moyens d'information, aussi bien en Russie qu'à l'étranger. Dans ce but, il convient de développer les médias de masse nationaux, d'élargir leur audience, ainsi que de développer l'industrie nationale de l'information (8). Le ministère russe de la Défense, dans le document « Conception des activités des Forces armées russes dans l'espace d'information », introduit le terme « *guerre d'information* », défini comme « *confrontation entre deux ou plusieurs Etats dans l'espace de l'information ayant pour but [...] la manipulation psychologique massive de la population pour déstabiliser la société et l'Etat, ainsi que la coercition des Etats à prendre des mesures dans l'intérêt de la partie adverse* » (9). La doctrine de sécurité nationale de 2014 décrit les menaces dans le domaine de l'information comme un élément majeur des conflits contemporains, d'où la nécessité pour la Russie de développer des contre-mesures dans ce domaine (10).

L'Ukraine joue un rôle majeur dans la politique russe pour des raisons historique – Kyiv étant « la mère de toutes les villes russes », selon l'historiographie tsariste (11) –, stratégiques – accès à la mer Noire et aux Balkans – et politiques. La Russie s'oppose à la coopération de son voisin ukrainien avec l'Union européenne (UE), car elle est consciente que cette dernière propose à l'Ukraine un modèle de développement opposé à celui existant en Russie (démocratie *versus* autoritarisme, économie sociale du marché *versus* oligarchie, *etc.*) et que par conséquent l'intégration de

(6) Dominique DESANTI, « Le champ d'attraction de la culture communiste en France », in Natasha ДЮДЖЕВА / Thierry WOLTON (dir.), *Culture et pouvoir communiste. L'autre face de « Paris-Moscou »*, Editions Recherches, Paris, 1979, pp. 149-155.

(7) Cf. par exemple Michel TATU, *La Bataille des euromissiles*, Seuil, Paris, 1983.

(8) *Доктрина информационной безопасности Российской Федерации, утверждена Президентом Российской Федерации В.Путиным*, n°Пр-1895, 9 sept. 2000, disponible sur le site Internet www.scrf.gov.ru/documents/6/5.html.

(9) *Концептуальные взгляды на деятельность Вооруженных Сил Российской Федерации в информационном пространстве*, 2011, disponible sur le site Internet ens.mil.ru/files/morf/Strategy.doc.

(10) *Военная доктрина Российской Федерации утверждена Указом Президента Российской Федерации*, 30 déc. 2014, disponible sur le site Internet www.scrf.gov.ru/documents/33.html. A ce sujet, cf. Jolanta DARCEWSKA, *Russia's Armed Forces on the Information War Front. Strategic Documents*, Centre for Eastern Studies, série « OSW Studies », n°57, Varsovie, juin 2016, disponible sur le site Internet www.osw.waw.pl/sites/default/files/prace_57_ang_russias_armed_forces_net.pdf.

(11) Николай М. Карамзин, *История Государства Российского*, livre 1, tome 1-4, Олма-ПрессMoscou, 2002, p. 457.

l'Ukraine dans l'UE affaiblirait l'influence russe dans ce pays (12). La Russie s'opposait en particulier à la signature de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE devant établir une zone de libre-échange complet et approfondi entre les deux partenaires. En novembre 2013 Vladimir Poutine a convaincu le président de l'Ukraine Viktor Ianoukovitch de renoncer à cet accord, ce qui a provoqué des manifestations pro-européennes massives en Ukraine, connues sous le nom d'« Euromaïdan » ou « révolution de dignité ». Malgré les répressions sanglantes à l'encontre des manifestants en février 2014 Ianoukovitch a dû fuir en Russie. Les nouvelles autorités ukrainiennes, confirmées par les élections présidentielles et parlementaires anticipées, ont signé l'accord d'association avec l'UE. La Russie n'a pas accepté les changements politiques en Ukraine. En mars 2014 après un pseudo-référendum, elle a annexé la Crimée – la seule région de l'Ukraine habitée en majorité par la population ethniquement russe. Par la suite, elle a tenté de déstabiliser la partie orientale du pays, en pariant sur sa sécession de l'Ukraine. Ce plan visant à briser l'Ukraine post-révolutionnaire s'est soldé largement par un échec. Seulement une partie de la région industrielle du Donbas, dans l'extrême est du pays, s'est retrouvé – grâce à l'intervention directe de l'armée russe – sous contrôle des séparatistes des « républiques populaires » de Donetsk et Lugansk. L'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbas ont mené également à la crise dans les relations entre la Russie et l'Occident (13).

Dans ce contexte, la Russie a lancé une vaste opération de propagande dans les pays occidentaux en vue aussi bien de justifier ses actions que de discréditer l'Ukraine. Cette « guerre d'information » a été étudiée sous des angles différents par nombre de journalistes et de chercheurs (14). Il n'en reste pas moins que la définition de ce terme, son étendue thématique et ses destinataires restent sujets à discussion. La « guerre d'information » est-elle synonyme de propagande ou – comme semblent le suggérer les documents officiels russes – s'inscrit-elle dans le cadre d'une stratégie plus

(12) A ce sujet, cf. par exemple Andrei ZAGORSKI, « Eastern Partnership from the Russian perspective », *Internationale Politik und Gesellschaft*, n°3, 2011, pp. 41-61.

(13) Cf. à ce sujet par exemple Klaus BACHMANN / Igor LYUBASHENKO (dir.), *The Maidan Uprising, Separatism and Foreign Intervention. Ukraine's Complex Transition*, Peter Lang Edition, Francfort, 2014.

(14) Cf. par exemple Marcel H. VAN HERPEN, *Putin's Propaganda Machine: Soft Power and Russian Foreign Policy*, Rowman & Littlefield, Lanham/Londres, 2015 ; Jolanta DARCEWSKA, *The Anatomy of Russian Information Warfare. The Crimean Operation, a Case Study*, Centre for Eastern Studies, série « Point of View », Varsovie, mai 2014, disponible sur le site Internet www.osw.waw.pl/sites/default/files/the_anatomy_of_russian_information_warfare.pdf ; Milan LELICH, « Victims of Russian propaganda », *New Eastern Europe*, n°3, juil.-août 2014, pp. 75-80 ; Christopher PAUL / Miriam MATTHEWS, *The Russian « Firehose of Falsehood » Propaganda Model. Why It Might Work and Options to Counter It*, Rand Corporation, 2016, disponible sur le site Internet www.rand.org/content/dam/rand/pubs/perspectives/PE100/PE198/RAND_PE198.pdf ; Agnia GRIGAS / Marcel VAN HERPEN, « The media has swallowed five Russian myths that have helped Putin win in Ukraine », *Forbes*, 17 sept. 2014 ; Maria SNEGOVAYA, *Putin's Information Warfare In Ukraine. Soviet Origins of Russia's Hybrid Warfare*, Institute of the Study of War, série « Russia Report », n°1, Washington, sept. 2015, disponible sur le site Internet understandingwar.org/sites/default/files/Russian%20Report%201%20Putin's%20Information%20Warfare%20in%20Ukraine-%20Soviet%20Origins%20of%20Russias%20Hybrid%20Warfare.pdf.

large, parfois dénommée « guerre hybride » ? Il ne fait pas de doute qu'en 2014 la crise ukrainienne est devenue le principal sujet d'intérêt pour les médias russes, mais ces derniers s'intéressent également à la guerre en Syrie ou à la situation au sein de l'UE (15). Finalement, il faut noter que même si la propagande russe tente d'infléchir les positions de l'Occident sur certaines questions, jugées sensibles, son principal destinataire reste la population de la Russie.

CANAUX DE COMMUNICATION

La propagande russe dispose d'une large panoplie d'instruments pour promouvoir les positions officielles et non officielles – mais conformes aux intérêts nationaux – de la Russie. Outre les représentants officiels de l'Etat russe, il convient de mentionner les médias russes présents à l'étranger, les partis politiques pro-russes, les organisations non gouvernementales, les experts et/ou universitaires et, finalement, le « *trolling* » sur Internet.

Après l'avènement de Poutine au pouvoir, les autorités russes ont lancé deux médias de masse à vocation internationale. La télévision RT – autrefois Russia Today –, créée en 2005, est diffusée en anglais, espagnol et arabe et serait disponible dans plus de 100 pays dans le monde ; selon ses propres estimations, 70 millions de téléspectateurs la regardent chaque semaine et 35 millions chaque jour (16). L'agence de presse Sputnik – dont la radio du même nom fait partie – a été lancée en 2014 sur la base de la chaîne d'Etat « Voix de la Russie » et de l'agence de presse RIA Novosti : ses fils d'actualités sont disponibles en anglais, espagnol, arabe et chinois, alors que son site Internet offre le contenu dans une trentaine de langues – dont le français et le polonais – ; les estimations du nombre d'auditeurs de la Radio Sputnik ne sont pas communiquées (17). RT et Radio Sputnik, qui sont accessibles gratuitement (RT notamment par câble, satellite et sur Internet et Radio Sputnik sur Internet), se présentent comme des médias alternatifs, qui soulèvent « *des sujets souvent ignorés par les médias grand public* » (18).

La Russie est en outre liée à la majorité des partis eurosceptiques des pays membres de l'Union européenne. En effet, les forces politiques critiques envers l'UE sont pour la plupart favorables à la coopération avec

(15) Cf. František VRABEL / Jakub JANDA, *How Russian Propaganda Portrays European Leaders*, série « Kremlin Watch Report », 22 juin 2016, disponible sur le site Internet www.europeanvalues.net/wp-content/uploads/2016/06/How-Russian-Propaganda-Portrays-European-Leaders_v41.pdf.

(16) *RT has tv audience of 70 million weekly viewers in 38 countries – Ipsos*, 10 mars 2016, disponible sur le site Internet www.rt.com/about-us/press-releases/rt-largest-audience-europe/.

(17) « Qui sommes-nous ? », disponible sur le site Internet fr.sputniknews.com/docs/about/qui_sommes_nous.html.

(18) « A propos de RT », disponible sur le site Internet francais.rt.com/a-propos-de-rt.

la Russie (19). La position de ces forces politiques dans chaque pays de l'Union européenne est assez différente. En France, le Front national est devenu depuis une trentaine d'années l'un des principaux partis politiques du pays. C'est également le cas de Siriza en Grèce, Podemos en Espagne ou Jobbik en Hongrie. En Pologne, ces forces jouent un rôle relativement mineur : le Congrès de la nouvelle droite de Janusz Korwin-Mikke a obtenu 7,5% aux élections européennes et son nouveau parti, Korwin, ne dépasse pas à présent les 5% nécessaires pour entrer au Parlement polonais ; quant au parti « Changement » de Mateusz Piskorski, il n'est même pas pris en compte dans les sondages (20).

Les organisations non gouvernementales – au sens large du terme – sont un instrument majeur de diffusion des thèses de la propagande russe. Certaines sont engagées ouvertement dans le *lobbying* politique. C'est le cas de l'association Dialogue franco-russe, qui a pour but de « *contribuer à l'approfondissement des relations stratégiques et du partenariat privilégié entre la France et la Russie* » ; elle est coprésidée par le député français Thierry Mariani et par Vladimir Yakounine, ancien président de la Compagnie des chemins de fer russes et de l'Association d'amitié polono-russe fondée par quelques représentants des milieux nationalistes et panslavistes en Pologne. La propagande russe s'appuie également sur des institutions qui se présentent comme des *think tanks* souhaitant contribuer au débat public, à l'instar de l'Institut pour la démocratie et la coopération en France, dirigé par l'ancienne présidente de la Duma Natalia Narotchnistkaïa (21), ou du Centre européen d'analyses géopolitiques en Pologne. Il faut remarquer les liens existants entre ces institutions et les partis pro-russes. Mateusz Piskorski, fondateur du Changement, était ainsi auparavant vice-directeur du Centre européen d'analyses géopolitiques. Selon certains experts français, l'Institut de la démocratie et la coopération servirait de lien entre la Russie et le Front national. Des institutions similaires existent dans d'autres pays occidentaux, comme, par exemple, le Centre de recherche sur la mondialisation (Canada) (22) ou le Ron Paul Institute for Peace and Prosperity (Etats-Unis).

(19) « In the Kremlin's pocket », *The Economist*, 14 fév. 2014, disponible sur le site Internet www.economist.com/news/briefing/21643222-who-backs-putin-and-why-kremlins-pocket. Selon le rapport de 2014, parmi les partis de l'extrême droite en UE, seulement trois (en Finlande, en Lettonie et en Roumanie) étaient hostiles à la Russie. Il faut remarquer que, pour des raisons historiques, ces trois pays ont des relations assez tendues avec la Russie, ce qui explique la spécificité de l'extrême droite locale. Cf. *The Russian Connection. The Spread of Pro-Russian Policies on the European Far Right*, Political Capital Institute, 14 mars 2014, disponible sur le site Internet www.riskandforecast.com/useruploads/files/pc_flash_report_russian_connection.pdf.

(20) Cf. par exemple les résultats des sondages de Millward Brown, disponibles sur le site Internet wybory.millwardbrown.com/.

(21) Salome SAMADASHVILI, *Muzzling the Bear. Strategic Defence for Russia's Undeclared Information War on Europe*, Wilfred Martens Centre for European Studies, Bruxelles 2015, p. 33, disponible sur le site Internet www.martenscentre.eu/sites/default/files/publication-files/information-warfare-europe-defence-russia_0.pdf.

(22) Cf. *Journalistic Ethics and Norms: How Legitimate Is the Centre for Global Research?*, disponible sur le site Internet www.quora.com/Journalistic-Ethics-and-Norms-How-legitimate-is-The-Centre-for-Global-Research.

Il serait impossible de présenter ici de façon exhaustive les milieux experts et/ou universitaires dont les thèses s'inscrivent dans la propagande russe. Il faut néanmoins mentionner, à cause de leur notoriété, deux noms. Le premier est celui d'Alexandre Dugin, intellectuel et théoricien dont les théories sur le conflit imminent entre la Russie (l'Eurasie) et l'Occident ont considérablement influencé la politique russe sous Vladimir Poutine (23). Cet homme est également devenu une figure majeure du mouvement eurasiiste présent hors des frontières de la Russie et a noué des contacts avec les dirigeants de plusieurs pays européens, tels que Viktor Orban, Premier ministre de Hongrie, ou Robert Fico, Premier ministre slovaque, ainsi qu'avec des milieux pro-russes en UE, tels que le Centre européen d'analyse géopolitiques en Pologne ou le Front national (24). L'autre personnalité connue est John Mearsheimer. Ce professeur à l'Université de Chicago, créateur du réalisme offensif, n'est certainement pas un « agent influence » russe au sens propre du terme ; il y a plus de vingt ans, il s'exprimait en faveur du maintien des armes nucléaires post-soviétiques en Ukraine, contrairement à ce que souhaitait la diplomatie russe. Néanmoins, son article paru dans *Foreign Affairs* rejetant la responsabilité de la crise ukrainienne sur l'Occident (25) est devenu un argument majeur pour les milieux pro-russes en Europe (26).

Le *trolling* sur Internet est devenu, surtout depuis 2014, l'une des activités majeures de la propagande russe dans les pays occidentaux. Des compagnies spécialisées recrutent des employés qui sont payés pour écrire des *posts* – souvent rédigés auparavant et de haute qualité – conformes aux directives de leurs supérieurs sur Facebook, Twitter et autres forums de discussion (27) et créer de faux profils sur ces réseaux sociaux pour se trouver le plus d'« amis » ou de lecteurs. Le nombre des *trolls* et leur activité font croire à certains internautes que les thèses qu'ils avancent sont vraies. D'autres font du *trolling* au sens propre du terme, c'est-à-dire en essayant d'intimider les utilisateurs d'internet critiques envers la Russie (28).

Les raisons pour lesquelles certaines institutions, experts, universitaires, hommes politiques coopèrent avec la Russie ou au moins soutiennent les positions de sa diplomatie sont multiples. Certaines organisations non gouvernementales sont en fait des « GONGO » (*governmental non governmental organisations*) créées par les autorités russes ou des gens

(23) Cf. Marlène LARUELLE, *La Quête d'une identité impériale : le néo-urasisme dans la Russie contemporaine*, Petra, Paris, 2007.

(24) Список агентів російського впливу в Європі, 2 janv. 2014, disponible sur le site Internet maidan.org.ua/2014/12/spysok-ahentiv-rosijskoho-vplyvu-v-evropi/.

(25) John J. MEARSHEIMER, « Why the Ukraine crisis is the West's fault », *Foreign Affairs*, vol. XCIII, n°5, pp. 77-89.

(26) John J. MEARSHEIMER, « The case for a Ukrainian nuclear deterrent », *Foreign Affairs*, vol. LXXII, n°3, 1993, pp. 50-66

(27) Max SEDDON, *Documents Show How Russia's Troll Army Hit America*, 2 juin 2014, disponible sur le site Internet www.buzzfeed.com/maxseddon/documents-show-how-russias-troll-army-hit-america?utm_term=.dlR2pWJ3O#.qxeqKy4Nj.

(28) Salome SAMADASHVILI, *op. cit.*, p. 37.

proches du Kremlin. D'autres institutions bénéficient d'un financement russe, comme le Front national en France (29). Les partis politiques eurosceptiques et d'extrême droite pensent avoir des intérêts communs avec la Russie : l'affaiblissement, sinon la destruction du projet européen, la défense de la civilisation chrétienne, *etc.* ; Vladimir Poutine, avec l'Etat fort qu'il a créé, est souvent pour eux l'exemple à suivre (30). Parfois, certains hommes politiques ou universitaires cherchent à se démarquer pour gagner en popularité – c'est peut-être le cas de J. Mearsheimer – ou ne croient pas aux faits tels qu'ils sont présentés par les dirigeants politiques et les médias occidentaux. Finalement, la perception de la Russie et de sa politique étrangère est souvent influencée par des stéréotypes historiques. Des longues traditions de coopération avec la Russie (comme dans le cas de la France) ou des conflits sanglants avec l'Ukraine (comme dans le cas de la Pologne) sont souvent exploités par la propagande russe.

MOYENS DE CONSTRUCTION DU DISCOURS

La propagande russe se sert de plusieurs moyens de construction de discours pour créer en Occident une image de l'Ukraine et du conflit russo-ukrainien favorable aux intérêts de la Russie (31). Le cas le plus parlant est la création de faits qui n'ont pas eu lieu, autrement dit le mensonge. Ainsi Piervyj Kanal, la principale chaîne de télévision russe, puis RT ont dénoncé la crucifixion des enfants dans le Donbas par l'armée ukrainienne. Cette information n'est plus disponible sur le site de RT, mais les captures d'écran disponibles sur d'autres sites confirment qu'elle avait bien été propagée par cette chaîne (32). L'enquête sur la place n'avait pas confirmé ces faits, lesquels ont également été démentis par les journalistes indépendants russes (33). La chaîne d'information russe a également publié les extraits d'un mémorandum qui aurait été écrit par le *think tank* américain RAND et qui proposait aux autorités ukrainiennes de créer des camps d'internement pour les opposants au nouveau pouvoir (34) ; RAND a démenti avoir produit un tel document – ce qui ne prouve rien vu le caractère de ce dernier. Ce qui est plus intéressant, c'est que les analyses

(29) « Financement du FN : des *hackers* russes dévoilent des échanges au Kremlin », *Le Monde*, 2 avr. 2014, disponible sur le site Internet www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/04/02/fn-des-hackers-russes-devoilent-des-echanges-au-kremlin_4608660_4355770.html.

(30) CHARLEMAGNE, « Russia's friends in black », *The Economist*, 19 avr. 2014.

(31) Cf. Alexander SVITYCH, « A recipe for a political propaganda: the case of Russia vs. Ukraine », 2 avr. 2014, disponible sur le site Internet isiseurope.wordpress.com/2014/04/02/information-war-part-1/.

(32) « Russia 180 about Ukraine », disponible sur le site Internet www.russialies.com/russias-top-180-lies-about-ukraine/.

(33) Anna NEMTSOVA, « There's no evidence the Ukrainian Army crucified a child in Slovyansk », 15 juil. 2014, disponible sur le site Internet www.thedailybeast.com/articles/2014/07/15/there-s-no-evidence-the-ukrainian-army-crucified-a-child-in-slovyansk.html.

(34) « Russia's top lies about Ukraine. Part 3 », disponible sur le site Internet www.stopfake.org/en/russia-s-top-lies-about-ukraine-part-3/.

linguistiques ont prouvé que le mémorandum aurait été écrit en russe et seulement après traduit en anglais (35).

Souvent des méthodes plus subtiles sont utilisées. Ainsi, on mixe vérité et mensonge. En décembre 2014, le Front national avait accusé les Etats-Unis de vouloir « vassaliser » l'Ukraine. Cette thèse ne s'appuyait que faiblement sur un fait bien vrai, à savoir que l'une des ministres du nouveau gouvernement ukrainien était une Américaine d'origine ukrainienne qui a travaillé pour le Département d'Etat (36). La propagande russe met en lumière les faits qui sont conformes aux positions russes, alors qu'elle en ignore d'autres. Jusqu'à aujourd'hui, elle commémore les événements tragiques de mai 2014 à Odessa pendant lesquels une cinquantaine d'activistes pro-russes sont morts (37). Dans le même temps, elle ignore le sort tragique des habitants de l'Ukraine de l'Est, livrés à l'armée russe et aux milices séparatistes (38). Les médias russes s'appuient volontiers sur des « experts » occidentaux, présentés comme des personnages influents et indépendants, mais en réalité souvent peu connus et dépendants de la Russie. C'est par exemple le cas de Mateusz Piskorski, déjà mentionné, qui est encore aujourd'hui présenté par RT comme un député polonais (39), bien qu'en réalité il ait quitté le Sejm – chambre basse du Parlement polonais – après les élections en 2007. Est en outre fréquent le recours à des titres forts émotionnels (« génocide » (40)), à des qualificatifs péjoratifs à l'égard de l'Ukraine post-révolutionnaire (« junte » (41)) ou à des expressions très générales et donc peu claires, comme la « crise ukrainienne ». Cette dernière formule, qui est devenue fort populaire, pas seulement dans les milieux pro-russes, cache d'une façon habile l'essence du problème, à savoir l'intervention militaire illégale de la Russie en Ukraine.

PRINCIPALES THÈSES

Selon la propagande russe, la responsabilité de la « crise ukrainienne » revient aux Etats-Unis, voire à l'Union européenne ou à l'Occident tout entier. Ce sont ces puissances qui ont financé l'opposition contre le président démocratiquement élu Viktor Ianoukovitch et qui ont soutenu le

(35) « American RAND Corporation denied that they worked out a military operation plan for Poroshenko », disponible sur le site Internet www.stopfake.org/en/american-rand-corporation-denied-that-they-worked-out-a-military-operation-plan-for-poroshenko/.

(36) Communiqué de presse du Front national, 5 déc. 2014, disponible sur le site Internet www.frontnational.com/2014/12/lukraine-de-louest-desormais-ouvertement-vassalisee-par-washington/.

(37) « Russia urges UN to investigate 2014 Odessa massacre in which 48 people burned to death », 28 avr. 2016, disponible sur le site Internet www.rt.com/news/341203-un-investigation-odessa-masacre/.

(38) « Crimes de guerre russes en Ukraine Orientale en 2014 », disponible sur le site Internet www.donbasswarcrimes.org/rapport/.

(39) « Human rights violated by Ukraine's coup-appointed govt – European NGO », 12 mars 2014, disponible sur le site Internet www.rt.com/news/ukraine-human-rights-violated-402/.

(40) « 'The Ukrainian crisis is degenerating into outright genocide », 4 juil. 2014, disponible sur le site Internet: www.rt.com/op-edge/170452-genocide-in-ukraine-russia-prevent/.

(41) Olivier TOURNAFOND, *Le Droit des peuples à l'autodétermination*, 27 mai 2014, disponible sur le site Internet: www.idc-europe.org/fr/--Le-droit-des-peuples-a-l-autodetermination--.

coup d'Etat qui l'a renversé, principalement dans le but de « *vassaliser* » l'Ukraine (42). Une autre version de cette thèse assure que l'Occident est responsable de la situation actuelle, car après le double élargissement de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique, la Russie devait s'opposer au rétrécissement de sa zone d'influence (43). Cette thèse ne prend pas en compte deux arguments : les Ukrainiens s'exprimaient depuis bien avant 2013 en faveur du rapprochement avec l'UE (44) et la position d'un pays tiers, à savoir la Russie, sur cette question ne devrait point être pris en compte. Il est vrai qu'aussi bien les Etats-Unis que l'UE étaient engagés politiquement et financièrement en Ukraine, néanmoins cet engagement avait principalement pour but de soutenir les réformes démocratiques, le développement de la société civile, la mise en œuvre des standards européens et non pas le changement par force des autorités politiques du pays.

Euromaïdan a dégénéré en guerre civile en Ukraine, selon les milieux pro-russes, car l'accord entre le président Ianoukovitch et l'opposition, adopté le 21 février grâce à la médiation des ministres des Affaires étrangères français, allemand et polonais, n'a pas été respecté. Cet accord stipulait notamment que les élections présidentielles anticipées auront lieu seulement avant la fin 2014 (45). Cela est bien vrai, néanmoins il faut remarquer que la faute incombe ici aussi bien aux forces d'« Euromaïdan », qui n'ont pas accepté l'accord, qu'au président Ianoukovitch, qui a fui la capitale ukrainienne le jour suivant pour se réfugier en Russie.

Selon la Russie les nouvelles autorités qui ont remplacé Ianoukovitch étaient « *inconstitutionnelles* » (46), car issues du coup d'Etat qui avait renversé ce dernier. Encore une fois cette affirmation n'est que partiellement vraie. La président Ianoukovitch n'a pas été formellement destitué par le Parlement ukrainien, car la procédure d'*impeachment* prévue par la Constitution est longue et presque irréalisable (47). C'est pourquoi déjà en mai les élections présidentielles anticipées ont eu lieu en mai 2014, donnant un mandat fort à Petro Porochenko. Elles ont été jugées dans l'ensemble démocratiques par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (48). Le premier ministre Arseni Iatseniouk

(42) Cf. par exemple « Washington was behind Ukraine coup: Obama admits that US 'brokered a deal' in support of 'regime change' », 3 fév. 2015, disponible sur le site Internet www.globalresearch.ca/washington-was-behind-ukraine-coup-obama-admits-that-us-brokered-a-deal-in-support-of-regime-change/5429142.

(43) John J. MEARSHEIMER, « Why the Ukraine crisis... », *op. cit.*

(44) « Sociological poll. Which foreign policy direction should be a priority for Ukraine? (recurrent, 2002-2015) », disponible sur le site Internet www.razumkov.org.ua/eng/poll.php?poll_id=305.

(45) « Putin: 'supporting Russophobia in Ukraine will result in catastrophe' », 16 nov. 2014, disponible sur le site Internet www.rt.com/politics/official-word/206051-putin-russophobia-ukraine-nato/.

(46) « Vladimir Putin answered journalists' questions on the situation in Ukraine », 4 mars 2014, disponible sur le site Internet en.kremlin.ru/events/president/news/20366.

(47) Cf. Constitution of Ukraine. Adopted at the Fifth Session of the Verkhovna Rada of Ukraine, 28 juin 1996, art. 111, disponible sur le site >Internet www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepe/profiles/ukraineConstitution_en.asp.

(48) *Ukraine, Early Presidential Elections 25 May 2014: Final Report*, disponible sur le site Internet www.osce.org/odihr/elections/ukraine/120549?download=true.

a été confirmé par le parlement issu des élections en 2010 et ensuite par celui élu en octobre 2014.

Les nouvelles autorités ukrainiennes ont été à maintes reprises présentées comme « néo-nazies » (49). Il est vrai que les forces politiques (« Svoboda ») et sociales d'extrême droite (« Pravyi Sector ») ont joué un rôle majeur pendant « Euromaïdan ». C'est également le cas de certains bataillons volontaires engagés dans le conflit avec la Russie (« Azov »). Néanmoins, il faut remarquer que les minorités ethniques tels que les Juifs ont généralement soutenu la révolution ukrainienne, en comprenant que le choix européen leur donne des perspectives bien meilleures que l'autoritarisme à la russe (50). En outre, le rôle de ces forces a considérablement diminué après la chute de Ianoukovitch – pendant les élections présidentielles, les candidats de « Svoboda » et de « Pravyi Sector » ont reçu moins de voix que le seul candidat d'origine juif (51). On peut en revanche s'inquiéter de la popularité grandissante des traditions de la résistance nationaliste ukrainienne de la période de la Seconde Guerre mondiale – l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA).

L'annexion de la Crimée a été expliquée par la Russie par la nécessité de protéger la population russe de la péninsule contre la politique des nouvelles autorités ukrainiennes, pro-européennes et anti-russes : dans ce contexte, on a évoqué le cas du Kosovo, qui après l'intervention de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) s'est séparé de la Serbie (52). Cet article n'a pas pour objet l'analyse comparée de ces deux cas bien différents (53). Il faut néanmoins remarquer que les Russes vivant en Crimée n'étaient point persécutés, ni avant la « révolution de dignité », ni après (54). En revanche, après l'annexion de la Crimée, la situation de la minorité tatare locale s'est considérablement dégradée. Il est vrai qu'après la révolution le Parlement ukrainien a décidé d'annuler la loi dite « sur la langue régionale », qui conférerait une large place au russe dans l'Ukraine du Sud-Est. Néanmoins, cette décision n'a pas été confirmée par le président par intérim Olexandr Tourtchynov. En conséquence, la loi en question reste toujours en vigueur (55).

(49) Cf. par exemple « Vladimir Putin answered journalists' questions... », *op. cit.*

(50) Vitaly PORTNIKOV, « The Jews and the Maidan », 26 mars 2014, disponible sur le site Internet www.eurozine.com/articles/2014-03-26-portnikov-en.html.

(51) « Позачергові вибори Президента України 25 травня 2014 року. Результати голосування по Україні », disponible sur le site Internet evk.gov.ua/vp2014/wp300pt001f01=702.html.

(52) « Crimea-Kosovo double standard: West 'doesn't have much track with principle' – expert », 19 mars 2014, disponible sur le site Internet sputniknews.com/voiceofrussia/2014_03_19/Crimea-Kosovo-double-standard-West-doesnt-have-much-track-with-principle-expert-0442/.

(53) Cf. Simone F. van den Driest, « From Kosovo to Crimea and beyond: on territorial integrity, unilateral secession and legal neutrality in international law », *International Journal on Minority and Group Rights*, vol. XXII, n°4, 2015, pp. 467-485.

(54) Cf. les informations d'Amnesty International, disponibles sur le site Internet www.amnesty.org/en/countries/europe-and-central-asia/ukraine/.

(55) « Закон України 'Про засади державної мовної політики' », 3 липня 2012, disponible sur le site Internet zakon3.rada.gov.ua/laws/show/5029-17.

Une autre raison avancée pour expliquer l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbas est le caractère russe de ces deux régions (56). Cette thèse est seulement en partie vraie. La Crimée fit partie, dès le XVIII^e siècle, de l'Empire russe et ce n'est qu'en 1954 qu'elle a été administrativement rattachée à l'Ukraine soviétique. Selon le recensement de 2001, la majorité de la population (58,5%) se déclarait comme russe (57). Toutefois, il faut remarquer qu'en 1991 les habitants de la région ont voté pour l'indépendance de l'Ukraine (58). Les résultats du pseudo-référendum organisé en mars 2014 en Crimée, en moins de trois semaines, par la Russie ne peuvent pas servir de contre-argument. Quant au Donbas, ses habitants se reconnaissent majoritairement comme des Ukrainiens (oblast de Donetsk, 56,9% (59), celle de Lugansk, 58% (60)), même s'ils parlent en majorité russe et ont une forte identité régionale.

D'après la propagande russe, la résistance dans l'est de l'Ukraine a un caractère endémique (61). La réalité est bien différente. Ce sont les militaires russes, tels qu'Igor Guirkine (Strielkov), qui ont organisé les forces séparatistes locales, en bénéficiant du fort soutien des médias russes. Néanmoins, après les défaites subies par ces dernières, la Russie a engagé directement ses forces militaires dans l'est de l'Ukraine. Début 2015, quelque 12 000 soldats russes étaient présents dans le Donbas (62).

L'annexion de la Crimée par la Russie, la guerre dans le Donbas, ainsi que la crise économique, la présence d'oligarques toujours puissants, ainsi que la supposée montée des forces d'extrême droite servent à prouver que l'Ukraine est un Etat en faillite (63). Cette thèse semble, comme dans les cas précédents, largement exagérée. L'Ukraine est certainement, comme plusieurs pays du Sud, un Etat faible (*weak state*), mais pas un Etat en faillite (*failed state*). Hors la Crimée et la zone du conflit dans le Donbas, l'Etat exerce tant bien que mal ses fonctions. La Russie et les forces pro-russes en Ukraine n'étaient pas en mesure de créer la « Nouvelle Russie »

(56) « The issue of citizenship in Eastern Ukraine: 'Donbass has always been part of Russia' 19 août 2015, disponible sur le site Internet zakon3.rada.gov.ua/laws/show/5029-17.

(57) Cf. les données issues du recensement de 2001 de la population ukrainienne en Crimée disponibles sur le site Internet 2001.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/Crimea/.

(58) « Відомості про результати всеукраїнського референдуму », 1^{er} déc. 1991, disponible sur le site Internet www.archives.gov.ua/Sections/15r-V_Ref/index.php?11 (ostatni dostep: 18.07.2012).

(59) Cf. les données issues du recensement de 2001 de la population ukrainienne dans la région de Donetsk disponibles sur le site Internet 2001.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/Donetsk/.

(60) Cf. les données issues du recensement de 2001 de la population ukrainienne dans la région de Lugansk disponibles sur le site Internet 2001.ukrcensus.gov.ua/eng/results/general/nationality/Luhansk/.

(61) « A Mormon in the Donbass militia: 'A volunteer's motivation beats that of a draftee' », 10 nov. 2014, disponible sur le site Internet www.rt.com/op-edge/203731-ukraine-donbass-militia-mormon/.

(62) « Some 12,000 Russian soldiers in Ukraine supporting rebels – US commander », 3 mars 2015, disponible sur le site Internet www.dailymail.co.uk/wires/reuters/article-2978099/Some-12-000-Russian-soldiers-Ukraine-supporting-rebels--U-S-commander.html.

(63) « Rekas: Ukraina jest państwem upadłym i oszpeconym zwyrodniałą ideologią », 23 déc. 2015, disponible sur le site Internet pl.sputniknews.com/opinie/20151223/1686228/Ukraina-gospodarka-bankrut-Konrad-Rekas-ideologia-banderowska.html.

en séparant la partie sud-est du reste du pays, ce qui aurait donné de la crédibilité à la thèse sur la faillite de l'État ukrainien.

La dernière thèse énoncée par la propagande russe et les milieux pro-russes en Occident renvoie à la nécessité d'annuler les sanctions introduites par l'UE, les États-Unis et quelques autres pays après l'annexion de la Crimée. Les arguments évoqués en faveur de cette thèse sont multiples. Premièrement, l'engagement de la Russie en Ukraine semble légitime. Deuxièmement, les sanctions sont peu efficaces. Troisièmement, elles ne servent pas les intérêts des pays occidentaux, comme dans le cas de la vente des navires Mistral, qui a été annulée par la France (64).

EFFETS DE LA POLITIQUE RUSSE DE COMMUNICATION

Les effets de la guerre d'information russe sont difficiles à estimer d'une façon précise, aussi bien pour des raisons méthodologiques que parce qu'elles ne semblent pas unanimes. Les tromperies et mystifications de la propagande russe, en particulier de RT, ont été maintes fois dénoncées (65). L'audience de la chaîne peut être surestimée par elle-même, si on prend en compte par exemple le fait que, sur les réseaux sociaux (tels que Facebook ou Twitter), son profil est 5 à 10 fois moins populaire que ceux de la BBC ou de CNN (66). Selon une étude réalisée par Pew Research Center au printemps 2015 après le début de la guerre en Ukraine, l'image de la Russie dans les pays occidentaux s'est considérablement dégradée. En 2013, quelque 36% des sondés dans les pays de l'OTAN étaient favorables à la Russie, l'année suivante 19% et celle d'après 25%. Il y avait un large consensus sur la responsabilité de la Russie dans la guerre en Ukraine, ainsi que sur la nécessité d'aider financièrement cette dernière (67). Dans ce contexte, il faut noter en particulier qu'en juillet 2016 le Conseil de l'UE a décidé pour la quatrième fois de prolonger de six mois les sanctions à l'égard de la Russie (68). Ces quelques arguments semblent indiquer que la propagande russe n'est pas efficace.

Dans le même temps, la guerre russo-ukrainienne n'est pas parmi les principales préoccupations des habitants de l'UE (69) et il existe

(64) Cf. par exemple « Intervention de Marion Maréchal-Le Pen sur la levée des sanctions contre la Russie », 29 avr. 2016, disponible sur le site Internet www.frontnational.com/videos/intervention-de-marion-marechal-le-pen-sur-la-levée-des-sanctions-contre-la-russie/.

(65) Cf. les sites Internet www.russialies.com/ et www.stopfake.org/en/tag/russia-today/.

(66) Maria SNEGOVAYA, *op. cit.*, p. 19.

(67) Katie SIMMONS / Bruce STOKES / Jacob Poushter, *NATO Publics Blame Russia for Ukrainian Crisis, but Reluctant to Provide Military Aid In Russia, Anti-Western Views and Support for Putin Surge*, 10 juin 2015, disponible sur le site Internet www.pewglobal.org/2015/06/10/nato-publics-blame-russia-for-ukrainian-crisis-but-reluctant-to-provide-military-aid/.

(68) « Russia: EU prolongs economic sanctions by six months », 1^{er} juil. 2016, disponible sur le site Internet www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2016/07/01-russia-sanctions/?utm_source=dsms-auto&utm_medium=email&utm_campaign=Russia%3A%20EU%20prolongs%20economic%20sanctions%20by%20six%20months.

(69) Standard Eurobarometer 81, print. 2014, p. 39, disponible sur le site Internet ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb81/eb81_publ_en.pdf.

des différences majeures dans la position des pays occidentaux vis-à-vis de la Russie et de l'Ukraine. Il s'agit notamment du problème de l'aide militaire à cette dernière, qui divise les Etats-Unis et l'Allemagne (70). La propagande russe pourrait essayer d'exploiter ces tendances. En outre, on observe en Europe depuis deux ans une montée de popularité importante des forces anti-européennes (71) et donc, pour la plupart, pro-russes. Il serait certainement erroné d'affirmer que cela est le résultat de la politique russe, néanmoins, comme cela a été dit, ces acteurs ont des intérêts complémentaires : la propagande russe, anti-occidentale et souvent conspirationniste joue en faveur de l'extrême droite – parfois de l'extrême gauche – européenne. Si cette dernière prend le pouvoir, elle va probablement pousser en faveur de l'allègement des sanctions à l'égard de la Russie et d'un certain refroidissement des relations avec l'Ukraine, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de l'accord d'association avec l'UE. Dans ce contexte, les élections de 2017 dans plusieurs pays de l'Union (72) – notamment en France et en Allemagne – pourraient considérablement changer la donne.

* *
*

La guerre d'information russe, même si ces effets sont jusqu'à présent limités, nécessite le développement d'une stratégie de réponse de long terme (73). Cette dernière devrait s'appuyer sur quatre éléments (74). Premièrement, l'Occident doit se rendre compte de l'existence de ce défi, voire de cette menace. Deuxièmement, il convient de développer une politique d'information commune, notamment au sein de l'Union européenne. Depuis un quart de siècle les pays européens disposent de leur propre chaîne d'informations Euronews, néanmoins cette chaîne, toujours en quête d'impartialité et d'informations sans préjugés (75), ne peut pas efficacement faire face à RT ou à d'autres géants d'informations car, malgré sa large audience (76) elle est peu présente dans le débat public. Troisièmement, la stratégie de réponse commune devrait se concentrer notamment sur les organisations non gouvernementales et Internet : d'un côté, ce sont les deux champs où la propagande russe est particulièrement active ; de l'autre, ce sont justement les ONG et les internautes qui

(70) Katie SIMMONS / Bruce STOKES / Jacob POUSHTER, *op. cit.*

(71) Matt GOLDBERGER, « Far right parties in Europe », *Annual Review of Political Science*, vol. XIX, pp. 477-497.

(72) « Europe in crisis: the elections to watch for political risk », 1^{er} août 2016, disponible sur le site Internet www.bloomberg.com/news/articles/2016-07-31/europe-elections-2016-17-the-votes-to-watch.

(73) Cf. N. IANCU *et al.* (dir.), *Countering Hybrid Threats: Lessons Learned from Ukraine*, IOS Press, Amsterdam/Berlin/Washington, 2016.

(74) Salome SAMADASHVILI, *op. cit.*, pp. 42-52.

(75) « About Euronews », disponible sur le site Internet www.euronews.com/about.

(76) « Euronews: first TV news channel in continental Europe/EMS Europe 2014 », disponible sur le site Internet euronewsinside.wordpress.com/2014/10/16/euronews-audience-ems-uronews-strong-in-europe-and-continues-to-deliver-in-emea/.

surveillent souvent, comme bénévoles, des activités potentiellement menaçantes, des acteurs pro-russes. Il serait donc juste de les associer aux efforts officiels. Quatrièmement, il faut trouver – comme dans le cas de la guerre contre le terrorisme – un juste équilibre entre liberté et sécurité. Il ne s'agit ni d'introduire la censure, ni d'interdire les forces politiques pro-russes. Néanmoins, il faut promouvoir des standards politiques et médiatiques qui limiteront la propagation des tromperies et des mystifications à des fins politiques ou le financement des partis politiques par des gouvernements étrangers. Cela semble indispensable aussi bien pour la sécurité que pour la bonne condition des démocraties occidentales.